

ESPOIR

AIT
CNT

N°8

DE LA REVOLTE A LA RESISTANCE !
DE LA RESISTANCE A LA REVOLUTION !

JUIN
2007



TRAVAILLER

PLUS... ?

SOMMAIRE :

Edito - Travailler, pour quoi faire ? - Le salariat et ses conséquences -
Le possibilisme, un suicide quotidien - Formation, formatage. - A
propos d'une idée ignoble appelée « compétition » - Retour sur les
présidentielles et législatives—La meilleure écurie du social - Majorités
et minorités, de E. Malatesta - Mercadona, suite et fin.

Publication anarchosyndicaliste de la CNT-AIT
Pour le communisme anarchiste

LISTE DES BROCHURES EDITÉES PAR LA CNT-AIT

Nous éditons des brochures thématiques sur des sujets d'ordre syndical, politique, sur l'histoire du mouvement ouvrier ou sur l'actualité sociale. Pour approfondir une question, entamer un débat, nous pouvons vous les envoyer par la poste (coût d'envoi : 2 euros par brochure).

Liste des brochures disponible sur notre site internet.



LE NERF DE LA GUERRE SOCIALE

La CNT-AIT est une organisation anarchosyndicaliste. Elle fait partie de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), qu'elle représente en France. Elle regroupe des étudiants, des chômeurs et des travailleurs, dans le but de lutter collectivement contre les injustices du présent et d'approfondir une réflexion commune sur la société dans une perspective révolutionnaire : le communisme libertaire.

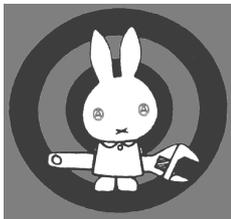
Elle ne se présente à aucune élection, qu'elle boycotte toutes. Elle ne collabore avec aucun parti politique, ni avec les patrons ni avec l'État. A ce titre nous refusons toute subvention.

N'hésitez pas à nous faire part de vos encouragements, de vos coups de gueules, de vos critiques, remarques ou même insultes. C'est par l'échange que l'on pourra progresser.

Si vous le souhaitez, vous pouvez contribuer à ce journal en nous adressant vos correspondances d'entreprise ou de quartier, vos illustrations, vos textes de réflexion, etc...

La CNT-AIT n'est (encore ☺) qu'une petite organisation. Elle ne peut compter que sur les efforts de ses militants. Le développement de l'AIT sur Paris est important pour le développement de l'anarchosyndicalisme dans cette région et plus généralement en France. Si vous souhaitez nous soutenir dans notre démarche, vous pouvez vous abonner au journal (prix libre, chèques à l'ordre de CNT à envoyer à l'adresse ci dessous). Nous l'envoyons gratuitement aux chômeurs, précaires et prisonniers. **Le SIPN**

Publicité Publicité Publicité Publicité Publicité



Nouvelle brochure : Do It Yourself : techniques et philosophie.

Le DIY peut s'apparenter à la base à une technique utilisée chez les anticonsuméristes divers et dans le milieu anarcho-punk, milieu qui ne s'est pas seulement distingué du rock par son simple son ou le contenu de ses paroles mais aussi par la manière dont les groupes musicaux et groupes d'action ont su gérer leurs « affaires ». Il est dans l'optique du DIY de démontrer qu'il n'y a aucun service assuré par l'Etat dont la communauté ne puisse se charger, qu'il n'y a personne qui peut s'octroyer le droit de diriger nos vies en nous harcelant de taxes, de lois et de règles tout en vivant grassement et en s'accaparant le fruit de notre labeur. Littéralement « fais le toi même », le DIY est non-profit. C'est à dire qu'il refuse la création à but lucratif dans le souhait d'émanciper l'initiative en l'affranchissant de l'intérêt vénal. Il est une alternative concrète au capitalisme et à l'économie de marché.

Peuvent être DIY la fabrication d'objets, le bricolage, la cuisine, l'art, la diffusion de propagande, tout ce qui est loisir et tout ce qui est nécessaire.

Pour vous procurer cette brochure sur le DIY, envoyez un mail à contact@cnt-ait.info qui transmettra.

Comment nous contacter ?

En nous écrivant (Adresse provisoire) :

CNT-AIT, 108 rue Damrémont, 75018 PARIS

En nous envoyant un mail :

contact@cnt-ait.info

Site internet : <http://cnt-ait.info>

En passant aux tables de presses

Le dimanche au marché Joinville (métro Crimée) de 11 h à 13 heures.

Prochaines tables : Les tables de presse reprendront à la rentrée.

GARNET ROSE :

Le SIPN a le bonheur de souhaiter la bienvenue à Marieke.
Félicitations aux heureux parents !

Directrice de Publication : Frédérique Mont Cenis
N° CPPAP : En cours
Dépôt légal : à parution

ESPOIR est le bulletin d'information du Syndicat Inter-corporatif Paris Nord (SIPN) de la CNT-AIT (Section française de l'Association Internationale des Travailleurs, AIT). Il est rédigé à titre bénévole par des étudiants, des chômeurs et des salariés après leur journée de travail (et parfois même pendant, dans le dos du chef et du patron. **SABOTAGE !**)

EDITO

Sarko et Ségo se sont allègrement faits les défenseurs de la valeur travail pendant la récente campagne présidentielle. Une fois l'élection passée, l'un comme l'autre ont été plus explicites, laissant découvrir la considération qu'ils portent aux travailleurs. Le vainqueur, dont le célèbre slogan ressemble surtout à « travailler plus pour gagner rien », s'était targué avant l'élection de vouloir récompenser ceux qui font l'effort de travailler par opposition à la vile canaille « assistée ». A l'occasion des revalorisations du 1er juillet, le smic a pourtant connu l'augmentation la plus faible de ces dernières années selon Le Monde (25 juin 2007). Il s'est vu porté à 1000 euros nets mensuels.

La vaincue n'est pas en reste. Alors que personne ne lui avait rien demandé, elle ne put s'empêcher de revenir sur ses promesses concernant le smic alors qu'elle était invitée à l'émission "Question d'info" (LCP-Le Monde-France Info) du 21 juin 2007. Extrait choisi : « Le journaliste — Vous êtes en train de nous dire madame Royal que vous défendiez un projet auquel vous ne croyiez pas ? S. Royal — Ah bah ça de toute façon, c'est un secret pour personne ». Il faut dire que les deux concurrents, soumis à l'ISF n'ont pas foncièrement des intérêts différents dans cette société. L'occasion pour nous de nous interroger sur le travail. [La rédaction]

Travailler, pour quoi faire ?

*A celui qui vous dira qu'il s'est enrichi par le travail, demandez :
« De qui ? »*

LE TRAVAIL, C'EST LA SANTÉ (DES PATRONS)

L'aliénation par le travail, c'est le sentiment du travailleur de ne pas se reconnaître dans ce qu'il produit. De plus, le travail produit plus de valeur que le travailleur n'en retire en échange. En effet, Le commis de cuisine d'un quatre étoiles qui cuisine des plats qu'il n'aura jamais les moyens de se payer, l'ouvrier du bâtiment qui construit des villas qu'il ne pourra jamais habiter ou le travailleur à la chaîne qui assemble des pièces de voitures qu'il ne pourra jamais conduire sont tous des exemples vivants de l'aliénation par le travail, véritable cause du mal-être généralisé de notre société malade et obstacle à notre volonté d'émancipation. Et pourtant nos sociétés occidentales ne sont pas les plus mal loties.

LE TRAVAIL COMME IDENTITÉ

Le travail, du latin *trepalium* (torture visant à empaler la victime par trois fois) à pris le pas sur toute autre forme d'expression de notre humanité, la privant ainsi de sa liberté. En effet, Lorsque l'on demande au passant ce qu'il fait dans la vie, il répond banquier, assureur, chômeur, cadre, ouvrier, ingénieur et non père, mère, amant, amoureux, lecteur, musicien, poète. Le travail occupe, tout simplement, trop de place dans notre journée pour nous permettre d'avoir le temps de faire autre chose, car le pouvoir ne nous reconnaît d'autre valeur que celle de travailleur salarié et tire profit de notre soumission, alors que nous aspirons à faire valoir notre originalité.

LE TRAVAIL COMME NOUS L'ENTENDONS

Le travail, au lieu d'être la principale cause de nos mala-

dies sociales (accidents du travail, suicides, dépressions nerveuses, harcèlements etc.) devrait être le meilleur moyen de marquer le monde du sceau de notre intériorité, comme l'enfant jetant la pierre à l'eau pour en admirer l'effet produit. Nous pensons que le travail doit être l'expression de notre créativité et de l'assouvissement de nos besoins fondamentaux et non pas l'instrument de domination ou d'enrichissement d'un tiers. En effet les ouvriers sont indispensables aux patrons mais pas le contraire. C'est pourquoi, afin de nous émanciper nous devons lutter pour l'abolition du salariat et du précaire, nous permettant ainsi de nous réaliser dans la dignité et le respect de l'humanité qui réside en chacun. Nous voulons être considérés comme des fins et non comme des moyens.

CE QUE NOUS VOULONS

Nous souhaitons, hormis l'abolition du salariat, l'organisation collective du travail, la propriété commune des moyens de production, mettre un terme au productivisme effréné, à la course à la croissance meurtrière et à la destruction des écosystèmes, en produisant moins et plus utile. Nous sommes opposés à la mise en concurrence des individus en fonction de leur "mérite" et nous voulons vivre en harmonie avec la nature, pas la détruire. Voilà notre vision du travail. *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* ■

Tract rédigé par le Comité de Lutte de la fac de Clignancourt. Pour tout contact : comite-lutte@hotmail.fr

LE SALARIAT ET SES CONSÉQUENCES

"Usine à la campagne", "small is beautiful", "P.M.E. à visage humain"... , durant les dernières décennies, les promoteurs du libéralisme nous affirmaient que le monde économique serait composé de petites unités décentralisées et conviviales. Mensonge et imposture, nous sommes en fait dans une étape historique qui est le contraire des discours lénifiants. Nous sommes entrés dans une période d'accélération des fusions, des rachats, des absorptions. Les mêmes promoteurs du libéralisme qualifient cela de globalisation nécessaire pour faire face à la compétition économique internationale. Cette *globalisation* est largement entamée pour la construction et le transport aérien, l'industrie pharmaceutique, l'informatique, les produits bancaires... et demain, même chose pour l'automobile, les télécommunications etc... Le capitalisme est en train de constituer des conglomérats universels qui n'ont rien à envier aux anciens combinats des temps anciens du capitalisme sauvage ou d'État. La compétition va être féroce. Que pèseront les fournisseurs de travail, c'est-à-dire les salariés, c'est-à-dire nous ? Peu de chose, ou plus exactement un paramètre, une pesanteur, une contrainte financière froidement banalisée.

Pour eux, le salaire pèse peu ; pour nous, il reste la condition de notre subsistance. Pour nous, il est la condition de notre nourriture et de notre repos, pour eux, il est un handicap potentiel pour leurs bénéfices et leurs parts de marché.

Quelle vie voulons-nous ? Si nous espérons préparer une lutte finale pour un autre futur, il est indispensable de prendre au préalable le temps de regarder, d'analyser ce monde que l'on nous impose. Comprendre le salariat, servitude volontaire des temps modernes, est une première condition pour construire une véritable alternative.

L'évolution de la productivité s'est accompagnée de mutations socioprofessionnelles. Des anciens métiers ont disparu, d'autres apparaissent, ce qui est logique.

Mais, si les emplois sont différents, cela correspond aussi à une tendance à la marchandisation : des sphères d'activités humaines qui échappaient autre-



fois aux phénomènes des marchés et des prix et où prédominaient gratuité et bénévolat rentrent dans le circuit économique. Ainsi, la culture, le sport ou... le syndicalisme institutionnel et les associations deviennent des "gisements d'emploi" à part entière.

D'autres secteurs dont le développement accompagne le système, comme la "sécurité" ou le tourisme sexuel, brassent des chiffres d'affaire de plus en plus importants. Ce système continue donc de créer, voir d'inventer, des emplois ; cela nourrit le mécanisme de la *création de marchés internes* qui ouvre le champ de la consommation en échange de ces emplois. Cela évite une trop grande contraction de la demande, qui, si elle restait basée sur les revenus salariaux issus de la production de biens matériels, serait trop faible pour une offre de plus en plus massive.

Cette évolution préserve, tant que faire se peut les principales caractéristiques de notre mode de production ; à savoir que l'individu reste *l'outil* d'un développement économique qu'il ne choisit pas. Quels que soient les termes employés par les sociologues (travail, emploi, entreprise individuelle...), le *lien social* qui relie l'individu au système va conserver les principales caractéristiques du salariat.

CARACTÉRISTIQUES DU SALARIAT :

Le salariat ne se définit pas par l'existence d'une feuille de salaire. C'est avant tout un *contrat* qui lie le salarié à son patron. La jurisprudence le

désigne comme "une convention par laquelle une personne à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la *subordination* de laquelle elle se place, moyennant une rémunération".

Il existe donc bien deux parties qui vont rassembler deux groupes sociaux bien distincts par rapport à ce contrat.

- Le premier groupe peut octroyer du travail et un revenu. Ce groupe détient les moyens de production (technologie...), de distribution (infrastructures économiques, transports...) et d'échange (création de masses monétaires...).
- Le deuxième groupe rassemble ceux qui n'ont que leur temps ou leur travail à échanger.

Il est clair que le premier est *dominant* sur le deuxième. Les deux groupes sont mis en rapport par un lien économique de domination. Mais ce lien va dépasser le champ économique pour s'exercer au niveau idéologique par des *tendances* qui vont faire pression sur la société. L'ensemble de ces tendances détermine une idéologie. Cette idéologie obéit actuellement à la logique économique du profit maximum. Cette idéologie dominante est l'idéologie de la soumission. Elle permet le développement actuel du capitalisme, c'est-à-dire l'accumulation de bien et de richesses au profit du groupe dominant. Elle caractérise un *mode de production*.

Dans ce mode de production, le salariat n'est qu'une convention permettant de déterminer *le rapport de production*, c'est-à-dire, la *part effective* de la production qui va revenir au groupe dominé.

.Le salariat présente trois piliers sur lesquels s'appuie ce mode de production :

- subordination économique (lien salarial),
- hiérarchies salariales,
- individualisation du contrat de travail : existence de "catégories" différentes, avec des statuts différents (grille des fonctionnaires...), évoluant vers le contrat individuel.

Le rapport des forces entre les deux groupes va modifier quantitativement ces trois piliers. Mais, s'il ne remet pas leur existence en cause, ils feront toujours pencher la balance, à la moindre inatten-

tion, du côté dominant.

SOUSSION ET FLEXIBILITÉ

Les trois piliers sur lesquels s'est bâti le salariat sont aussi des tendances de l'organisation sociale. A l'échelle de la société, elles s'expriment de la manière suivante :

- *dépendance économique* (que l'on songe à la situation du RMIste par exemple),
- *obéissance sociale* (par exemple, pouvoir de la mode sur les enfants...),
- *isolement psychologique* (déstructuration des individus...).

Cet ensemble de tendances est véhiculé par des vecteurs qui sont les médias, l'éducation nationale... qui reproduisent ces schémas et les favorisent. Ces tendances apparaissent alors comme "normales" aux populations qui vivent suivant des *normes* imposées par ces trois piliers.

La résultante à tous les niveaux de ces tendances, c'est la *soumission* comme lien dans l'entreprise et dans la société.

La flexibilité, conséquence de cette soumission (interne à l'entreprise ou externe à celle-ci) est un *aménagement du rapport de production*, soit, au niveau interne une tendance à l'individualisation du contrat de travail, soit, au niveau externe, une tendance à l'individualisation des conditions de vie (travail, pas travail, par épisodes, par tranches de vie...).

Si au coeur du problème du travail il y a *l'emploi*, c'est parce que le revenu, la condition d'existence de l'individu en dépendent.. Si au coeur du problème de l'emploi il y a le *salariat*, c'est parce que dans celui-ci, il y a le *cadre idéologique* dans lequel évolue le rapport de production (subordination, hiérarchie, individualisation...).

C'est la conjugaison de ces facteurs qui permet au système d'imposer la *flexibilité* qui est un *aménagement* du rapport de production en faveur du mode de production. La flexibilité est donc inscrite dans le salariat.■

Syndicat de Toulouse

LE POSSIBILISME, UN SUICIDE QUOTIDIEN :

Réflexion à propos des suicides de plusieurs salariés chez RENAULT, PSA, EDF-GDF...

Chez Renault, chez PSA, à EDF-GDF, parmi les personnels des maisons de retraite, tout comme chez les ouvriers de l'agriculture où du bâtiment, dans tous les lieux d'exploitation, les suicides, généralement passés sous silence, se multiplient. Pourquoi ?

On peut d'abord penser à l'augmentation des cadences, à la recherche de productivité et au stress à l'intérieur de l'usine, sur le lieu de travail. Mais aussi, au raccourcissement du temps, à la recherche de la rapidité, à l'omniprésence de technologies addictives à l'extérieur.

Quelle différence en effet entre nos conditions de travail et nos modes de vie ? L'homme moderne, le producteur-consommateur, a fini par transférer les nouveaux carcans de l'exploitation (informatique, téléphone portable, gadgets divers) dans son intimité. Le travail tue ; oui, mais pas seulement. Ce qui tue, c'est la conception et le cadre dans lequel se déroulent nos existences. Dépressions, suicides, sont les réponses individuelles aux problèmes d'une société égotisée, celle du " chacun pour soi ". De l'individualisation des contrats de travail à l'isolement des individus au quotidien, tout transpire du règne marchand, tout pousse à détruire la vie relationnelle ; aucune différence de fond entre le monde du travail et le reste.

Alors, quelle est donc la cause des suicides d'ingénieurs, de cadres, d'ouvriers ? Laissons les énarques de la CNAM et les bureaucrates des syndicats pontifier avec lourdeur là-dessus. Pour peu, ils nous feraient croire qu'après les heures de boulot, la vie est un paradis. Comme si, tel le nuage de Tchernobyl, l'aliénation actuelle avait des limites géographiques, comme si elle s'arrêtait aux portes du bureau, de l'usine, du travail. Alors qu'elle est dans tout ces fragments de journée que sont les bouchons, les attentes sur les quais, les contrôles de police, la télésurveillance,... dans tout ce qui résulte d'une société totalitaire, parce que c'est la totalité

des nos journées qui est soumise au règne de la même idée : l'illusion d'avoir plus, qui se paye par la certitude d'être moins. Le tableau psychiatrique des populations est là pour nous le dire, le pouvoir ne limite pas son action destructrice à 35 h par semaine.

Les valeurs idéologiques de la production ont infesté le champ de la consommation, c'est pourquoi il est inutile de séparer ce qui appartient au désespoir du travail de ce qui appartient à la démoralisation de la vie.

L'utopie révolutionnaire ne s'est jamais posée en termes objectifs ou rationnels, raisonnables, elle s'est toujours posée comme un défi. Celui de transformer la Vie.

Il ne s'agit pas de demander que notre cage soit repeinte en rose. Il s'agit, du moment où l'on se lève jusqu'à celui où l'on se couche, de pouvoir respirer librement. Il ne s'agit pas de dire, comme certains le font, qu'il est possible de repeindre la cage et qu'il est impossible de la briser. Il ne s'agit pas de dire, comme d'autres, qu'il faut attendre que la cage se resserre plus encore pour se révolter, que ce n'est pas l'heure... dire cela ou ne rien dire revient au même, car le possibilisme et l'attentisme ne font que valider le désespoir, ne font que pousser au suicide.

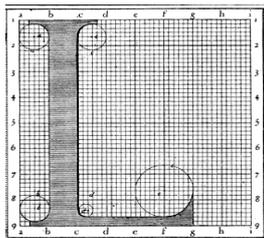
Non, il s'agit d'affirmer haut et fort que briser la cage est la nécessité de laquelle doivent découler toutes nos pratiques et interventions sur le terrain social, parce qu'elle seule ouvre l'espoir d'une Vie pleine, entière et digne d'être vécue par tous et par chacun. ■

Syndicat de Toulouse

FORMATION, FORMATAGE.

- « - Alors tu es l'ami du mauvais chef.
 - Je ne suis pas son ami, dit Purcell avec force. J'ai quitté l'assemblée Péritani pour montrer que je le désapprouvais. Et je suis venu partager ma terre avec toi.
 - Terahiti inclina la tête. Adamo, dit-il, tu es un homme bon. Mais il ne suffit pas d'être bon. Tu dis : " Je partage avec vous l'injustice ". Mais cela ne supprime pas l'injustice. »

L'Ile. Robert Merle.



La formation professionnelle pour adultes n'a jamais été le monde merveilleux décrit dans les documents officiels, par les universitaires ou certains salariés et dirigeants.

D'une part l'accès à la formation, que ce soit dans les entreprises privées ou dans d'autres structures (Organismes accueillant les demandeurs d'emploi) est profondément inégalitaire (ceux qui en bénéficient le plus sont les cadres et les personnes diplômées), d'autre part les conditions de travail subies par les salariés de la formation professionnelle sont difficiles et ne permettent pas d'offrir de bons moyens de formation aux demandeurs, ceci est flagrant dans le secteur dit « de l'insertion ».

Si depuis les années 70, les financements publics pouvaient entretenir l'illusion pour certains que la formation professionnelle est un moyen permettant de résoudre le dysfonctionnement de la société capitaliste, aujourd'hui, et ce depuis quelques années, la rationalisation des moyens, c'est à dire la recherche du moindre coût et le contrôle permanent des salariés, notamment par la mise en concurrence générale des structures de formation dans l'insertion suffit pour réaffirmer que nous sommes bien dans un processus de contrôle social.

On peut prendre comme exemple le contrat de travail. Les contrats précaires se multiplient, CDD, contrat d'usage, de vacation, CDI, CNE sont monnaie courante et représentent la quasi totalité des embauches dans le domaine de l'insertion. Ces contrats sont un bonheur pour les financeurs et les dirigeants des organismes de formation car ils permettent de « coller au marché ». En effet, dès qu'un organisme décroche un marché c'est à dire une action de formation, il embauche en contrat précaire juste pour la durée de l'action de formation. Les organismes de formation dans l'insertion (Accompagnements des chômeurs, remise à niveau, apprentissage du français, lutte contre l'illettrisme....) sont de plus en plus mis en concurrence et doivent s'adapter en permanence.

Nous, salariés de la formation subissons alors une précarisation qui rend de plus en plus difficile notre travail et nos conditions de vie. Nous alternons période de chômage et période de travail avec toute l'insécurité des contrats précaires (les contrats CDD sont reconduits plusieurs fois en fonction de la « demande »).

Notre travail est en général difficile par manque de place et de moyens, le temps de travail est consacré au « face à face pédagogique », nous n'avons pas ou peu de temps et de moyens de préparation. Il est fréquent que des formateurs et formatrices passent d'un lieu de formation à l'autre dans la journée. Le travail de gestion, de secrétariat subit les mêmes contraintes et aléas.

Nous pourrions détailler encore plus les conditions de travail et nos rapports avec la hiérarchie. Ce sera l'objet d'un autre texte.

Nous ajouterons que les méthodes pédagogiques mises en avant par les gouvernements et autres chercheurs (auto-formation, pédagogie non directive....) ne suffisent pas à résoudre la question sociale de la formation des adultes, de l'apprentissage. Elles cachent la réalité car elles deviennent un but (combien de formateurs, formatrices pensent qu'en les utilisant des miracles vont se produire) et la réflexion se fait alors sur ses méthodes et non pas sur et avec ceux qui en ont l'utilité.

C'est pourquoi il nous paraît important de redéfinir aujourd'hui une éthique de la formation basée sur la liberté (liberté de former sans contrainte financière), la solidarité (qui questionne ce que nous vivons et ce que nous voulons: salariés et stagiaires), le respect de l'individu, le refus de l'exploitation et de la domination de l'autre.

Nous appelons tous les individus intéressés à en débattre.■

A PROPOS D'UNE IDÉE IGNOBLE APPELÉE « COMPÉTITION »

Nous sommes tous suffisamment bien placés pour le savoir : tout mêmes déjà, nos parents nous emmenaient aux portes d'une institution qui allait nous « prendre en charge ». Dès l'âge de trois ans, il était manifeste, pour certains d'entre nous, que cette première forme de « socialisation forcée » (appelez cela comme il vous plaira) ne passait pas. Certains pleuraient, d'autres traînaient des pieds, on exprimait notre révolte avec nos faibles moyens et nos petits points animés par une rage naissante mais piquée à vif. Passée la maternelle, nous mettons les pieds dans « le monde des grands » -ainsi que le disaient les profs en nous « accueillant » en primaire, puis au collège et au lycée-, avec sa caractéristique principale : le jugement par notations. Qui n'a pas le souvenir d'un cinglant cinq sur vingt, agrémenté d'un commentaire non moins cinglant du type « très insuffisant » ou « devoir plus que médiocre » ?

N'ayant choisi ni l'école, ni les matières enseignées, ni la méthode d'apprentissage, on nous a habitué à la peur qui nous prend au ventre à l'idée que nos parents puissent tomber sur un bulletin de note défavorable. Rappelez-vous ces fameux bulletins, où notre moyenne apparaissait entre la plus haute et la plus basse, offrant une comparaison évidente, dure comme un coup de massue derrière la tête. La fierté de la « réussite » pour les parents du fiston qui a fait du zèle, la honte pour ceux du « cancre » en qui ils avaient placé tant d'espoir.

Et le mal-être pour ceux à qui l'institution fait comprendre qu'ils ne sont « pas assez bon », étant « en

dessous de la moyenne ». Petit à petit, le système nous fait avaler l'idée de la vertu de la compétition comme moteur de la réussite sociale, le grand mythe propagé par toutes les sociétés hiérarchisées. Notre bulletin de note sert de préface à notre futur bulletin de paye, les matières que l'on ingurgite de force seront plus tard le boulot qui nous emmerde.

Nous avons subi la honte de la note en dessous du terrifiant « dix sur vingt », nous subissons la culpabilisation d'être le smicard en bas de l'échelle des salaires. Nous n'avons rien compris à l'utilité des fonctions exponentielles en mathématiques, nous sommes destiné à l'échec.

Et pour nous persuader que nous ne sommes décidément que des bons à rien, on nous ressortira à l'occasion l'exemple du « self-made man » parti de rien et ayant fondé son empire...

L'école est ainsi faite parce que le système a besoin d'une sorte d'anti-chambre afin de nous formater l'esprit, de nous habituer à regarder l'autre non pas comme un camarade, mais comme le compétiteur présent ou à venir, celui qui sera « meilleur » ou « moins bon » que nous, en fonction de sa capacité à s'intégrer dans ce monde de hiérarchie et de domination.

Parce que cette capacité-là, celle qui fabrique de bons exploités d'une part et de bons esclaves soumis de l'autre, est une des clés de voûte de ce système abjecte, il est important de lui livrer une critique sans merci, en ayant pour objectif haut et clair, une existence où le mot « chef » cèdera la place au mot « compagnon ». Un monde où la solidarité aura botté le cul de la compétition.■



Le texte ci-dessus a suscité la réaction d'un compagnon dont voici

le commentaire. Nous la publions pour susciter un débat. Vos contributions sont les bienvenues.

Bon, la compétition en primaire, ça n'existe pas (ou très peu, y'a encore quelque cons qui s'amuse à faire des classements). Pour le second degré, excepté sur le bulletin non plus. Et sur ce bulletin, ce n'est ni plus ni moins pour que les parents puissent se repérer. Sinon, pour ce qui est des appréciations écrites en rouges et terminées par un point d'exclamation qui témoigne de la rage du prof sanguinaire, elles ne sont certes pas toujours des plus intelligentes. Exemples vus : travail nul, désespérant, élève incapable... Mais bon la plupart du temps ces appréciations traduisent une réalité. Quand tu connais les capacités d'un élève et qu'il te rend une merde, quoi de plus naturel que d'écrire "travail insuffisant" ou "peut mieux faire" ? Quand tu as 25 gamins (et plus de 30 dans le second degré) tu vas pas t'amuser à écrire un roman pour expliquer à l'élève en quoi son travail n'est pas satisfaisant.■

.....

RETOUR SUR LES PRÉSIDENTIELLES ET LES LÉGISLATIVES.

On aurait pu penser que la situation post-électorale que nous vivons, aurait vu émerger une mobilisation importante à la 'hauteur' du matraquage médiatique quotidien distillé pendant toute la campagne présidentielle. Celui-ci avait d'ailleurs commencé bien avant, avec la propagande d'incitation à s'inscrire sur les listes électorales. Pourtant, depuis l'élection de Sarko, des révoltes et rassemblements spontanés se sont fait jour dans plusieurs villes mais sans perspectives réelles pour le moment : l'attentisme est à l'ordre du jour. Tandis que la droite se félicite et se pâmé de toute-puissance, la gauche en pleine décomposition en

est réduite à quelques gesticulations moribondes : certains quittent même ses rangs pour rejoindre le gouvernement d'un homme qu'ils estimaient « dangereux » avant le résultat du second tour des présidentielles ; et l'apathie règne jusqu'à l'extrême-gauche.

Les effets de rabattage aux urnes de la part de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche peuvent expliquer *une partie* de la démoralisation : en effet quelle peut être leur réponse à un scrutin 'démocratique' quand une partie de leurs préoccupations se centre sur l'électoratisme ? En toute logique, la critique de la 'démocratie' les prendrait à leur propre piège, les pousserait à remettre en cause leur propre fonds de commerce, le fait de chercher des strapontins électoraux, les jeux d'appareils etc.

On peut néanmoins attaquer la 'légitimité' toute relative de ce scrutin sur quelques points. Quand il ressort de la bouche d'un des chefs de l'UMP que « ce n'est pas la rue qui gouverne », comment peut-on croire une seconde que le système de représentation actuel est démocratique ? Dans un fonctionnement démocratique, rendre des comptes de la part des élus serait la condition de base pour que ce système puisse être crédible. Or, jamais n'est posée la question de la révocabilité des mandats.

D'abord, cette accession à la 'légitimité démocratique' et à la caste dirigeante est chargée de verrous, elle n'est ouverte la plupart du temps qu'à une clique d'énarques et/ou de carriéristes. Ajoutons qu'un mandat de député rapporte à celui-ci 6.952 euros bruts -5.178 euros nets- par

mois. A l'issue de son mandat, il touchera une allocation chômage du même montant pendant cinq ans, puis il bénéficiera d'une rente à vie de 1135 euros, soit 20% de son traitement¹.

De plus, la manne financière liée au nombre de voix est suffisamment intéressante -1,66 euros par voix à condition de dépasser les 1% de voix dans au moins cinquante circonscriptions-, pour que certains individus prennent le risque de se lancer dans le jeu électoral. L'inflation des candidatures a été surprenante. Petits et nouveaux partis ont alors fleuri étrangement en cette période des législatives : rien que trois chapelles différentes écolos dont une qui avait fait parler d'elle avec Francis Lalanne, des partis inconnus au bataillon comme *La France en Action* dont certains candidats sont des membres de sectes diverses comme celle de l'ordre du temple solaire... Cela traduit l'état de décomposition de notre société où 1% des électeurs sont prêts à accorder leurs voix à n'importe quelle secte mystique venue de nulle part (on se rappelle de la candidature du *Parti de la Loi Naturelle* défenseur du vol yogique lors des élections européennes).

En revanche, la stratégie « pédagogue » des partis d'extrême-gauche est moins évidente². Aussi A. Laguiller affirme dans le même temps lors de la dernière campagne des législatives que le vote est « un chiffon de papier » et que voter pour L.O serait un gage de faire grève dès les premières mesures contre les travailleurs. Quant à la LCR, le discours de O. Besancenot revient à dire que le parlementarisme est compatible avec un changement de société³.

Il faut aussi prendre en compte la part importante de l'abstention. A ces dernières législatives, la moyenne nationale a été de 40%. Certains quartiers populaires ont même totalisé largement plus de 50% d'abstention. C'est dire le discrédit et/ou le désintéressement portés à la politique. Comment s'étonner alors que depuis des décennies, la politique fait dans le spectacle et le show business (émissions politiques questions/réponses, politique people avec son lot de démagogie et d'artifice...). Elle est devenue une offre de consommation parmi d'autres, mais se révèle à chaque fois une arnaque.

Ce qui a été frappant à cette dernière élection présidentielle a été la personnalisation⁴ du vote : on culpabilise individuellement l'électeur ou l'abstentionniste, mais on déresponsabilise la population sous couvert de 'démocratie', laissant place au fatalisme, à la résignation voire au nihilisme.

D'après nos représentants, nos journalistes, nos économistes etc..., un dépassement du système économique et politique en place serait de toute façon impensable, seule resterait possible la négociation « concertée » de la régression sociale. Le moyen de s'opposer à la marchandisation globale ne peut décidément pas résider dans la morgue 'démocratique'.

Combattre l'isolement, la vision d'un ennemi imaginaire (le voisin, l'« immigré »...), peut faire notre force à condition de sortir de l'individualisme quotidien et de la valorisation marchande.■

¹ Loi votée en catimini à l'assemblée nationale le 1^{er}/02/07 à l'unanimité (UMP, UDF, PS, PCF), voir *Le Canard Enchaîné*, 7 février 2007.

² Lire à ce propos « LO, la LCR et les élections : la longue marche de l'opportunisme (1976-1988) », feuilleton en 3 épisodes, articles et tracts de *Combat communiste* recueillis par *Ni Patrie Ni Frontière*, <http://www.mondialisme.org>, in rubriques « articles utiles ».

³ cf. premier film de campagne officiel pour les législatives <http://www.radio-rouge.org/index.php/Legislatives-2007/p4>

⁴ Pour comprendre comment la 'personnalisation' est un processus à l'œuvre dans nos sociétés modernes, lire G. Lipovetsky, « L'ère du vide, essais sur l'individualisme contemporain. », Folio Essais, 1979.

LA MEILLEURE ÉCURIE DU CIRCUIT SOCIAL

Nous voilà enquêtant sur les coulisses du front du social. La CNT-AIT laisse la parole à une jeune représentante du corps des assistants sociaux. Mademoiselle DARC, sortie de l'école des assistantes sociales. il y a 5 ans est devenue titulaire et travaille en polyvalence de secteur au Département. Toutes ressemblances avec des personnes ou des faits existant toujours est purement voulue.

Dans les circonstances actuelles de paupérisation de la population des quartiers et de « rigoureuse » gestion des budgets sociaux par l'employeur, comment concevez-vous votre intervention et votre place ?

-Vous savez, il y a toujours eu des pauvres, c'est pas maintenant que les choses vont changer. C'est montrer que la société laisse sa place aux gens qui veulent s'en sortir, mais que nous ne pouvons plus comme avant accepter les assistés dans nos schémas et nos projets pour eux. Désormais, il n'y a plus d'espoir d'entretenir les familles dans l'oisiveté ou la paresse.

Nombre de mes collègues continuent à penser qu'ils doivent venir en aide à des gens qui passent leur temps à peaufiner un discours larmoyant et pitoyable sur leur situation qu'ils ne font rien pour changer

Au contraire, j'ai l'impression qu'ils continuent à vivre de l'illusion qu'on leur doit quelque chose...

Estimez-vous que nombre des résidents du quartier qui viennent vous parler de leurs difficultés sont confortés dans une forme d'assistanat du fait de vos missions?

-Pas du tout, au contraire! Ca, c'était du temps des anciennes qui tenaient leur boutique et avaient leurs pauvres!

Aujourd'hui, je mets les gens face à leur responsabilité: comment peut-on leur laisser croire que nous allons pallier leurs absences de jugement, leur aveuglement et leurs illusions si nous les aidons d'emblée et leur garantissons l'assurance sociale?

Les gens doivent se RESPONSABILISER, ils doivent comprendre que les choses ne sont pas arrivées toutes seules et que tout s'enchaîne et s'explique. Sinon, ils vous laissent croire qu'ils n'y sont pour rien ; nous devons leur faire comprendre l'inverse! Comment pouvez-vous leur laisser penser que seule la fatalité gouverne le monde?

Il y a des gens qui s'en sortent et qui réussissent : c'est cela qui doit leur être dit! Des gens qui sont

partis de rien et qui gravissent les échelons patiemment grâce à la persévérance et la lutte quotidienne. Mais ceux-là , ils ne passent pas leur temps dans les couloirs des services sociaux à se plaindre! Ils serrent les dents, et ils bossent!

Quand je pense que dans les situations où ils se trouvent , les gens vous disent qu'ils ont pris des vacances, sont allés voir de la famille, ont assisté au spectacle!

Croyez-vous que je sois moi-même capable de prendre autant de vacances et que je me libère avant 18 ou 18 heures trente dans la semaine? Non! Je m'occupe d'eux.

Bien sûr, je suis un peu dure ! Il y a des personnes qui sont frappées par le malheur : maladie, séparation, etc...

Justement, pensez-vous que certaines personnes ne soient pas en train de subir leur situation et essaient de retrouver une solution ou du moins un espoir de solution, je pense à la recherche d'un emploi pérenne... ?

-Mais non, au contraire! Ils pensent qu'ils vont avoir un emploi magiquement pour la plupart. La vie ce n'est pas d'être fonctionnaire!

Qu'entendez-vous par vivre comme un fonctionnaire? N'en êtes-vous pas un exemple?

Écoutez, ne faites pas du mauvais esprit! Le fonctionnaire, c'est le privilégié: c'est l'assurance du travail jusqu'à la retraite, c'est d'ailleurs pour cela que je fais ce travail ici, c'est pour me protéger des aléas!

Et puis vous savez, ce n'est pas comme dans le privé, on ne se débarrasse pas d'un fonctionnaire comme ça!

Mais je vous le dis à vous, je ne préfère pas aborder cela devant les gens, car on est mal vues. Je leur tiens le discours du conseiller professionnel, c'est là que je les prends à contre-pieds!

Car, au lieu de s'étaler sur leurs misères, et com-

patir, il faut au contraire les renvoyer à leur désir de s'en sortir, à leur côté gagnant! Si vous les écoutez, rien ne serait possible et ils s'enfonceraient avec vous! Mais la plupart n'entendent pas ce langage, ils viennent parler des enfants qu'ils font à tire larigot, un moyen par lequel ils espèrent une reconnaissance de leurs besoins.

Certains font des enfants pour avoir un logement, des papiers, etc. Combien font vraiment des enfants pour les aimer?

Votre vision du métier requalifiant les personnes « assistées » en de futurs prospecteurs d'emploi, cette vision est-elle partagée par la profession actuellement?

-Je ne crois pas. Souvent les écoles d'assistantes sociales insistent sur les droits et les secours accordés aux « usagers », alors que nous devrions la plupart du temps re-construire leurs images et refuser celle qu'ils nous présentent. En fait nous les re-motivons ne serait-ce que dans le peu de temps que nous passons avec eux. Quelquefois, un refus d'aide, cela les fait prendre conscience de leur situation ; d'autres fois, ils veulent obtenir ce qu'ils n'auront jamais de nous, alors ça peut clasher!

Pensez-vous , à l'instar du Juge d'es enfants récemment agressé par un parent, que votre métier comporte un risque et peut déboucher sur des violences?

-Bien entendu! Du reste, le service compte des vigiles, vous croyez que c'est pour faire joli? A ce titre, nous exerçons un métier de plus en plus dangereux, car nous recevons des personnes de plus en plus folles. Tous les psys sont à nos portes ; on hérite de tout!

Ca, c'est l'aspect très négligé de nos professions, l'employeur ne voit pas le danger. Quelquefois je n'ose pas sortir le soir du bureau seule, de peur des représailles des usagers!!

Il semble que la profession a beaucoup évolué à vous entendre, plus que le public que vous vous représentez comme inchangé au fil des ans? A quoi cela tient-il? Y a-t-il eu des formes de luttes qui ont fait émerger cette nouvelle attente? Vous sentez-vous solidaires les uns des autres dans le métier?

-Pas vraiment! j'ai l'impression qu'un monde nous sépare, nous la nouvelle génération et l'ancienne. On ne parle pas de droits, d'assistance mais plutôt

de responsabilité, d'effort et de volonté.

Vous savez, il y en a que vous ne pourrez pas changer, qui sont marqués définitivement par la vie!

D'autres essaient de profiter du système aux marges!

C'est comme les syndicats. Ceux-là on ne les voit pas, ils viennent quand on les presse de venir. Ils se croient indispensables. En fait ils profitent de leurs temps et évitent de travailler.

Ou bien ils essaient de faire sortir les professionnelles de leur service (grèves, manifestations) et leur font perdre 80 ou 100 euros.

En fait, ils croient faire leur loi, ils sont tout-puissants. Plutôt que de bosser comme les autres, ils emmerdent le monde – excusez-moi du terme! Avec eux, l'employeur a toujours tort, alors que celui-ci doit faire avec des contraintes et est tenu à des obligations!

Si tout le monde était syndiqué, ce serait bien, mais c'est le contraire.

Et puis tu peux t'attirer des ennuis ad æternam!

Moi je pense que le contact avec les décideurs n'est pas assez étroit: il faudrait qu'on les côtoie plus souvent et qu'ils nous écoutent

Ils sont souvent dans le faux: à les entendre il faudrait recevoir tout le monde, leur trouver des logements, des aides.

Heureusement, on est bien soutenu par notre direction, qui comprennent notre état d'esprit.

Lors de réunions ou lors des occasions de départ, on a la chance des les rencontrer et on sent qu'ils nous écoutent. Par contre, les anciennes collègues, on sent qu'il y a une tension : elles sont aigries face à notre hiérarchie, elles se plaignent et revendiquent tout le temps. Or, elles ne font rien dans la plupart des cas! En fait, elles n'ont pas le pouvoir et les postes qu'elles croyaient briguer.

Nous, ce n'est pas par les luttes qu'on est comme on est et qu'on pense comme on pense, c'est notre génération qui veut ça ! On a un esprit de gagnantes [lève le bras, index pointé] yes !!■

A SUIVRE...

MAJORITÉS

MINORITÉS

ERRICO MALATESTA
L'AGITAZIONE, 14 MARS 1897

Errico Malatesta, propagandiste et théoricien anarchiste de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle a abordé de nombreux aspects de l'anarchisme à travers les différentes questions sociales, politiques et économiques. Dans le texte ci-après écrit en 1897, E. Malatesta traite avec pragmatisme du parlementarisme, de la majorité et de la minorité par la pensée anarchiste. Ses réflexions peuvent nous permettre d'appréhender plus clairement notre organisation actuelle et la préparation de la révolution.

Très chers compagnons,

Je me réjouis de la publication prochaine du journal L'Agitazione et je vous souhaite de tout coeur le succès le plus complet. Votre journal paraît à un moment où la nécessité s'en fait beaucoup sentir, et j'espère qu'il pourra être un organe sérieux de discussion et de propagande, et un moyen efficace pour rassembler et resserrer les rangs dispersés de notre parti.

Vous pouvez compter sur mon concours dans toute la mesure où mes forces, malheureusement faibles, me le permettront.

Pour cette fois, ne serait-ce que pour inaugurer ma future collaboration, je vous écrirai à propos de quelques points qui me concernent personnellement d'une certaine façon, mais qui ne sont pas sans importance par rapport à la propagande générale.

Comme vous le savez, notre ami Merlino s'égare maintenant dans la vaine tentative de vouloir concilier l'anarchie et le parlementarisme ; en voulant soutenir, dans sa lettre au Messaggero, que " le parlementarisme n'est pas destiné à disparaître entièrement et qu'il en restera toujours quelque chose, y compris dans la société que nous souhaitons ", il rappelle un article que j'ai écrit et envoyé à la conférence anarchiste de Chicago en 1893, article où je soutenais que " pour certaines choses, l'avis de la majorité devra nécessairement l'emporter sur celui de la minorité ".

C'est exact ; et aujourd'hui, mes idées ne sont pas différentes de celles que j'exprimais dans l'article

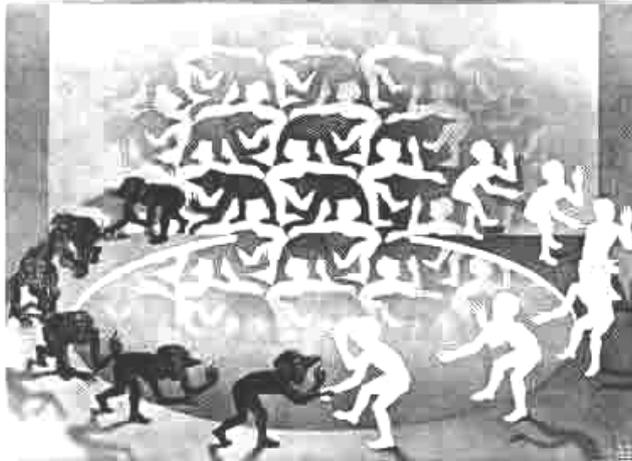
dont il s'agit. Mais en citant une phrase de moi, tronquée pour soutenir une thèse différente de celle que je soutenais, Merlino laisse dans l'ombre et dans l'ambiguïté ce que je voulais réellement dire.

A savoir ceci : il y avait à l'époque - et il y en a encore quelques-uns aujourd'hui - beaucoup d'anarchistes qui, confondant la forme et le fond et s'intéressant plus aux mots qu'aux choses, s'étaient constitué une espèce de " rituel de la vérité anarchiste " qui entravait leur action et les amenait à soutenir des choses absurdes et grotesques.

Ainsi, par exemple, partant du principe que la majorité n'a pas le droit d'imposer sa volonté à la minorité, ils en concluaient qu'on ne devait jamais rien faire qui ne soit approuvé à l'unanimité des présents. Confondant le vote politique qui sert à se donner des patrons et le vote qui est un moyen commode et rapide d'exprimer sa propre opinion, ils considéraient comme anti-anarchiste toute espèce de vote. Ou encore : on convoquait une réunion pour dénoncer une violence de la part du gouvernement ou des patrons, ou pour montrer la sympathie populaire pour tel ou tel événement ; les gens venaient, écoutaient les discours des organisateurs, écoutaient ceux des contradicteurs et puis repartaient sans exprimer leur propre opinion parce que le seul moyen de l'exprimer était le vote sur les différentes motions... et que voter n'était pas anarchiste.

Un cercle voulait faire une affiche : différentes rédactions étaient proposées et les avis des membres du cercle étaient partagés à ce sujet ; on discutait à n'en plus finir, mais on n'arrivait jamais à

savoir quelle était l'opinion prédominante parce qu'il était interdit de voter ; et donc : ou l'affiche n'était pas tirée, ou certains tiraient de leur côté celle qu'ils préféraient ; le cercle se dissolvait alors qu'en fait il n'y avait aucune dissension réelle et qu'il s'agissait seulement d'une question de style. La conséquence de cette façon d'agir, qu'ils disaient être une garantie de liberté, c'était que seuls quelques-uns, les mieux dotés de qualités oratoires, faisaient et défaisaient alors que ceux qui ne savaient pas, ou n'osaient pas parler en public, et qui sont toujours la grande majorité, ne comptaient pas du tout. Et puis l'autre conséquence, plus grave et vraiment mortelle pour le mouvement anarchiste, c'était que les anarchistes ne se croyaient pas liés par la solidarité ouvrière et qu'ils allaient travailler en pleine grève, parce que la grève avait été votée à la majorité alors qu'ils s'y opposaient. Et ils allaient même jusqu'à ne pas oser traiter de crapules de soi-disant anarchistes qui demandaient de l'argent aux patrons, et en recevaient, pour combattre une grève au nom de l'anarchie -je pourrais citer des noms, s'il le faut.



C'est contre ces aberrations et d'autres semblables que s'élevait l'article que j'ai envoyé à Chicago.

Je soutenais qu'il n'y aurait pas de vie en société possible si vraiment on ne devait jamais rien faire ensemble qui n'ait reçu l'accord unanime de tous. Que les idées, les opinions sont en perpétuelle évolution et se différencient insensiblement par degrés, alors que les réalisations pratiques changent brusquement par sauts ; et que si jamais un jour tout le monde était parfaitement d'accord sur les avantages de telle ou telle chose, cela signifierait que, pour cette chose-là, il n'y aurait plus de progrès possible. Ainsi, par exemple, s'il s'agissait de faire un chemin de fer : il y aurait certainement mille opinions différentes sur le tracé de la voie, sur le matériel, sur le type de locomotive et

de wagons, l'emplacement des gares, etc., et ces opinions changeraient de jour en jour, mais si on veut faire ce chemin de fer, il faut bien choisir entre les différentes opinions existantes, et on ne pourrait pas tous les jours modifier le tracé, changer les gares de place, prendre un autre type de locomotive. Et tant qu'à choisir, il vaut mieux contenter le plus grand nombre ; à condition, bien sûr, de donner à la minorité toute la liberté et tous les moyens possibles de faire de la propagande pour ses idées, les expérimenter et chercher à devenir la majorité.

Il est donc raisonnable, juste et nécessaire que la minorité cède devant la majorité, pour tout ce qui n'admet pas plusieurs solutions dans le même temps ; ou lorsque les différences d'opinion ne sont pas d'une importance telle qu'il vaille la peine de se diviser et que chaque fraction agisse à sa manière ; ou quand le devoir de solidarité impose l'union.

Mais le fait de céder, pour la minorité, doit être l'effet de la libre volonté, déterminée par la conscience de la nécessité : ce ne doit pas être un principe, une loi, qui s'applique par conséquent dans tous les cas, même lorsque la nécessité ne s'en fait pas réellement sentir. C'est en cela que consiste la différence entre l'anarchie et toute forme de gouvernement. Toute la vie sociale est pleine de ces nécessités où on doit oublier ses propres préférences pour ne pas heurter les droits des autres. J'entre dans un café, je vois que la place que je préfère est occupée et je vais tranquillement m'asseoir ailleurs où, peut-être, il y a un courant d'air qui ne me fait pas du bien. Je vois des personnes qui parlent de façon à ce qu'on comprenne qu'elles ne veulent pas être écoutées et je m'écarte, ce qui peut-être me dérange, pour ne pas les déranger, elles. Mais cela, je le fais parce que cela m'est imposé par mon instinct d'homme social, parce que je suis habitué à vivre parmi les hommes, et par mon intérêt à ne

pas me faire mal traiter ; si j'agissais autrement, ceux que je dérangerais me feraient vite comprendre, d'une façon ou d'une autre, les ennuis qu'entraîne le fait d'être un rustre. Je ne veux pas que des législateurs viennent me dire de quelle façon je doit me comporter dans un café, et je ne les crois pas capables de m'apprendre l'éducation que je n'aurais pas su apprendre de la société dans laquelle je vis.

Comment fait donc Merlino pour tirer de tout cela qu'un reste de parlementarisme devra exister jusque dans la société que nous souhaitons ?

Le parlementarisme est une forme de gouvernement dans laquelle les élus du peuple réunis en corps législatif font les lois qui leur chantent, à la majorité des voix, et les imposent au peuple avec tous les moyens coercitifs dont ils peuvent disposer.

Et c'est un reste de ces belles prérogatives que Merlino voudrait conserver, y compris en Anarchie ? Au Parlement, on parle, on discute, on délibère et cela se fera toujours, dans n'importe quelle société possible et imaginable : est-ce cela que Merlino appelle un reste de parlementarisme ?

Ce serait vraiment trop jouer sur les mots, et Merlino est capable d'employer d'autres procédés, et bien plus sérieux, dans une discussion.

Quand nous polémiqions tous les deux avec ces anarchistes qui sont opposés à tout congrès parce qu'ils y voient précisément une forme de parlementarisme, Merlino ne se souvient donc pas de ce que nous soutenions tous les deux ? A savoir que l'essence du parlementarisme est dans le fait que les parlements font les lois et les imposent ; alors qu'un congrès anarchiste ne fait que discuter et proposer des résolutions qui n'ont valeur exécutoire qu'après approbation des mandants et seulement pour ceux qui les approuvent.

Ou bien est-ce que les mots auraient changé de sens, maintenant que Merlino n'a plus les mêmes idées ?■

MERCADONA, SUITE... ET FIN.

Le Centre de logistique de Sant Sadurni d'Anoia assure, pour l'ensemble des produits commercialisés dans la chaîne, l'approvisionnement des 146 supermarchés Mercadona des régions de Catalogne, de Valence et d'Aragon. Rien que dans la province de Barcelone, cette compagnie dispose de 79 supermarchés. Le Centre de logistique de Sant Sadurni d'Anoia emploie plus de 2 000 salariés.

Trois compagnons de la section syndicale CNT-AIT ont été licenciés, le secrétaire de la section a été interdit de travail pendant une semaine par la direction. En réponse, le 23 mars 2006, commençait une grève, pour exiger la réintégration des licenciés et la fin du harcèlement dans l'entreprise.

Mercadona : la grève est finie

Après 14 mois de lutte pour revendiquer le respect des mesures d'hygiène et de sécurité, le paiement de la demi-heure de pause déjeuner et la liberté d'action syndicale, les grévistes ont décidé d'arrêter leur grève.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des communiqués de la Section syndicale CNT de Mercadona d'avril à juin de cette année, pris sur le site internet de la CNT espagnole.

24 avril 2007 : Des détectives contre les immigrés.

Un des grévistes, Péruvien, après un arrêt de travail en mars, a refusé à son retour un licenciement négocié et s'est retrouvé avec des sanctions et un dossier monté par des détectives payés par Mercadona, sur lui et sa famille. Une dizaine d'autres immigrés, à qui Mercadona promettait un futur digne en Espagne, avec des tas de droits et de bonnes conditions de travail, ont accepté d'arrêter la grève moyennant fric, et se sont retrouvés au

chômage, avec des dettes et dans l'obligation de retourner dans leurs pays d'origine car leurs cartes de résidents ne leur permettent de travailler que dans ce secteur d'activité.

26 avril 2007 : Des travailleurs immigrés de Mercadona commencent une grève de la faim.

Un groupe de grévistes, d'origines équatorienne, péruvienne et argentine, décide de commencer une grève de la faim à Barcelone, pour exiger une solution au conflit qui les oppose à la direction.

6 mai 2007 : La grève de Mercadona est finie, Goliath s'est assis à la table de négociation.

Le jour du début de la grève de la faim (médiatisée entre autres par la télé), la direction de Mercadona a proposé aux grévistes de négocier. Ceux-ci, fatigués d'une situation et d'un dialogue devenus « irrespirables », déçus par la passivité et le manque de solidarité des autres travailleurs (qui ont quand même profité d'une réduction de leur charge de travail) et convaincus qu'une section syndicale ne peut vivre à Mercadona, ont décidé d'arrêter leur grève et d'accepter la somme d'argent « importante » qui leur est offerte.

Ils font ensuite un bilan de cette grève.

- au niveau de la solidarité : en Espagne même, ils reconnaissent le rôle de « véritable outil » de la CNT, qui a représenté « un problème pour toute entreprise », qu'ils ne vont « jamais oublier » ; ils parlent ensuite des actions de solidarité qui ont été menées à travers le monde : dans la plupart des pays hispano-américains (dont l'Argentine), au Brésil, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, au Portugal, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Tchéquie, en Autriche, en Norvège, en Russie, en Sibérie, en Israël.

- au niveau des partis politiques : les grévistes dénoncent, non seulement le manque de solidarité, mais aussi les attaques directes d'Izquierda Unida ICV [parti communiste] en Catalogne, de l'ERC [parti régionaliste catalan], du PSOE [parti

socialiste].

- au niveau des moyens de communication : s'ils sont satisfaits de l'impact qu'a eu la grève sur internet, ils demandent par contre aux lecteurs de El Pais de boycotter le journal, qui s'est mis du côté du patron de Mercadona.

- au niveau de l'entreprise : « Mercadona a dépensé plusieurs millions d'euros dans cette grève, mais ne sait pas ce que ça lui a coûté et ce que ça va lui coûter [au niveau de son image], ni les bénéfices perdus de la part de la multitude de personnes qui connaissent l'autre face de l'entreprise », une entreprise qui se présentait comme un modèle.

« Nous nous retrouverons dans la lutte. [...] Debout ceux qui luttent ! Vive la CNT-AIT ! Vive l'AIT ! et vive ceux qui ont soutenu la grève ! »■

Traduit par le syndicat de Montpellier.

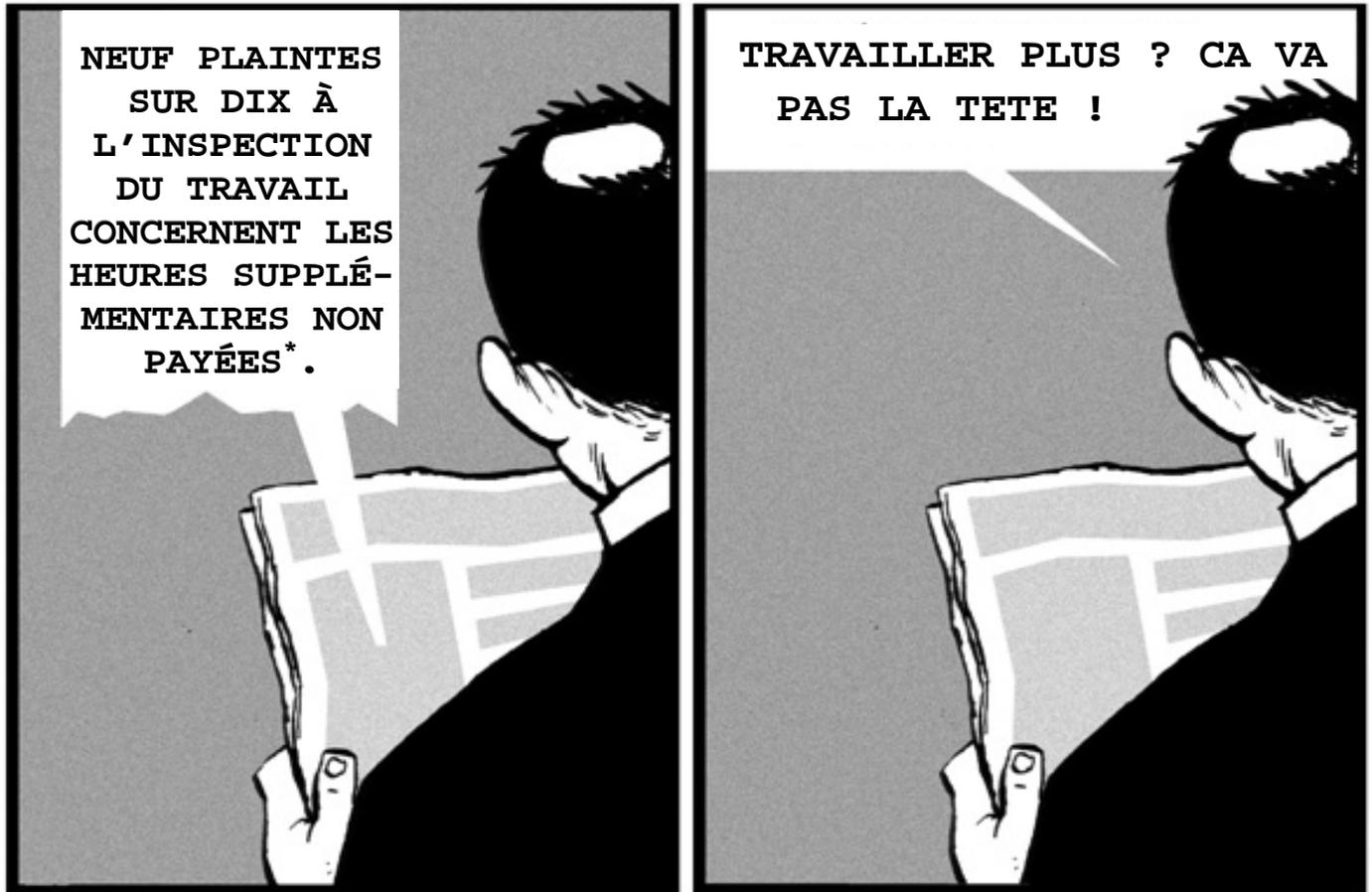
CAMPING ÉTÉ 2007

Le camping de la CNT-AIT est une façon, pour les militants, les sympathisants et leurs familles, de se retrouver, pendant une semaine, dans un cadre convivial, pour partager des activités diverses, en particulier, chaque soir, après un repas pris en commun, une discussion sur des thèmes sociétaux d'actualité est organisée. Cette année, il aura lieu du 29 juillet au 5 août dans le Sud Aveyron. Le terrain retenu offre des conditions tout à fait correctes pour une participation très abordable. Nos lecteurs sont les bien-venus (pour toute la durée du camping ou pour un passage plus bref). Renseignez vous auprès d'un militant de la CNT-AIT ou en écrivant au journal.

Pour plus d'information veuillez contacter le syndicat de Toulouse :

CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31 000 Toulouse
Tél/fax/répondeur : 05 61 52 86 48

* Source : L'humanité, 30 mai 2007



FACE A LA JUSTICE, FACE A LA POLICE

Les jeunes éditions Laltiplano éditent un petit guide "Face à la justice / Face à la Police", véritable traité de self défense juridique. L'objectif de ce livre est d'aider ceux et celles qui décident d'assurer collectivement leur défense face à la répression la plus courante, celle dont se sert massivement la justice pour faire régner l'ordre social.

La défense collective vise à se réapproprier les stratégies de défenses, qui doivent être choisies par les accusés et ceux qui s'organisent avec eux, et pas exclusivement par ces spécialistes du droit que sont les avocats. Elle permet de ne pas se cantonner à l'aspect juridique et légal de la défense : elle cherche à créer le rapport de force qui évite de laisser l'individu isolé face à la machine judiciaire.

La connaissance de la logique de fonctionnement du droit et des principes de la procédure pénale doit permettre de ne pas se focaliser sur celles-ci : maîtriser ces règles, c'est connaître aussi leurs limites, c'est mieux évaluer quand et comment on peut (ou on ne peut pas) les contourner.

Mais comme le dit le Canard (enchaîné) : on pourrait penser ce petit livre de conseils très avisés à l'usage exclusif des militants et manifestants. Voilà que les événements récents le rendra fort utile aux directrices d'écoles, aux parents d'élèves, et, au fond, à tout le monde ... Tant il devient banal de se frotter aux contrôles d'identités, voire aux gardes à vues, ces dernières - 530 000 en 2006 ! - étant devenues la manière quasi normale de conclure toute rencontre avec un policier. En 150 pages, le livret dispense d'un cours de procédure pénale, rédigé en langage clair et rigolo.

Les éditions Laltiplano vous proposent de le télécharger gratuitement (ainsi que d'autres livres dont l'excellent "Mort à la démocratie" - cf Espoir n°7) sur leur site internet <http://laltiplano.com>. Il est de plus régulièrement mis à jour sur son "site officiel" : <http://www.actujuridique.com>